

MAIRIE DE CABANNES

OCCUPATION PROVISOIRE
DU DOMAINE
PUBLIC
PLACE DE LA MAIRIE

EXTRAIT Du Registre des Arrêtés du Maire

Monsieur Le Maire de CABANNES,

116/2024

Vu le code de la voirie,

Vu la demande d'autorisation d'occuper le domaine public,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2, L2213-1, L 2213-2,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 581-8, L581-18, et R 581-55 à R 581-79,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 217 relatif à la circulation des piétons ;

Vu la demande en date du 06 Mai 2024 présentée par Monsieur CLEMENT Yann, demeurant [REDACTED] s « LE MILANO » pour un emplacement de terrasse situé face au 9 place de la Mairie, par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper temporairement une partie du domaine public.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur CLEMENT est autorisé à occuper la dépendance de la voie communale située sur la Place de la Mairie sur une superficie de 30m2 environ, en vue d'y installer sa terrasse, dans le strict respect de l'emplacement lui étant attribué.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée du 06 mai 2024 au 25 août 2024 de 17h00 à 00h00 à titre précaire et révocable.

Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction et doit faire l'objet d'une demande expresse. Celle-ci sera annulée en cas de troubles à la sécurité, à la tranquillité, et à l'ordre public.

ARTICLE 3 : La commune dégage toute responsabilité pour tout dommage résultant du fait de l'occupation et / ou des installations du pétitionnaire. Ce dernier est tenu d'informer son assureur de cette renonciation à recours contre la commune.

ARTICLE 4 : L'occupation du domaine public est soumise à une redevance à laquelle, le commerçant devra s'acquitter.

ARTICLE 6 : Madame le Directeur Général des Services est chargée en ce qui la concerne, de l'exécution du présent dont ampliation sera transmise à:

- Monsieur le Commandant de la brigade d'Orgon,
- Les Agents de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques.
- Monsieur CLEMENT Yann, gérant du commerce « Le MILANO ».

Fait à CABANNES, le 13 Mai 2024

Monsieur le Maire
Gilles MOURGUES



LE MAIRE,

-Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

-En vertu des articles L 431-1 et L 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :

-D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ;

-D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.